

ACTION

N° 11 • LUNDI 17 JUIN • PRIX MINIMUM : 0,50 F • Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.

TRAVAILLEURS, ETUDIANTS

Une fois de plus le pouvoir provoque • Il n'a pu récupérer notre mouvement • La reconstruction de l'université gaulliste ne marche pas • Il emploie à nouveau ses mercenaires • Mais le pouvoir bluffe • Même avec le silence complice de tous les partis politiques il n'a pas les moyens d'organiser la répression à grande échelle • Notre mouvement ne s'arrête pas

Tous dès 16 h. Halles aux Vins
pour déjouer la répression
• CONTINUONS LE COMBAT •

QUAND LES FLICS ONT REMPLACÉ LES ÉTUDIANTS

Le matin déjà nous remarquons la présence d'inspecteurs de police. A 13 heures, dans la cour de la Sorbonne, un individu muni d'un haut-parleur signifie aux étudiants d'évacuer les lieux. Sommé de décliner ses qualités, il présente sa carte de police et affirme parler au nom du préfet. Le périmètre de la Sorbonne est alors envahi par les forces de police : trois brigades territoriales, avec à leur tête MM. Marchand, Matta et Jobard suivis de nombreux inspecteurs entourant M. Grimaud, préfet de police. Ce dernier donne sa parole que rien ne sera entrepris pour investir les lieux. On sait maintenant ce que pèse la parole d'un préfet de police.

Enquête prétexte

Le bruit court d'une enquête criminelle, quelques passants sont interpellés et emmenés dans les cars, les policiers prétendant avoir été insultés. Grimaud entre en contact avec le comité d'occupation de la Sorbonne et le vice-recteur Chalaïn. Il quitte les lieux à 14 heures sans faire de déclaration.

On apprend alors que le prétexte à l'intervention policière est une enquête judiciaire : Jacques Barbier, 18 ans, attaqué et grièvement blessé dans la rue la nuit précédente aurait été transporté à l'infirmerie de la Sorbonne, aux alentours de 1 h du matin. Une voiture, utilisée comme ambulance durant les barricades et reprise par la police, l'aurait transporté à l'Hôtel-Dieu.

Le comité d'occupation précise sa position, le préfet désire effectuer une enquête dans les locaux universitaires. Les étudiants refusent cette enquête tant que le quartier sera cerné par les flics. Les étudiants exigent donc que l'enquête soit publique, c'est-à-dire contrôlée par des représentants des étudiants et que les forces de police soient immédiatement retirées du quartier. Grimaud demande que la Sorbonne soit évacuée avant minuit ; il promet qu'elle sera à nouveau ouverte et libre une fois l'enquête terminée. Il promet que les occupants de la Faculté ne seront pas inquiétés s'ils quittent les locaux sans résistance. Le comité d'occupation annonce qu'il donnera sa réponse à 20 h.

Trahison des radios

Les communications avec l'extérieur sont très difficiles. Les téléphones sont coupés. Jacques Sauvageot, vice-président de l'UNEF, essaie de gagner la Sorbonne. Des officiers de police déclarent ne mettre aucun obstacle à ce déplacement ; pourtant, J. Sauvageot ne peut franchir les barrières de police.

Vers 15 h 20, le comité d'occupation appelle tous les étudiants et travailleurs à venir au Quartier Latin pour empêcher, dans le calme et la discipline, la provocation policière de se développer. Cet appel, communiqué par téléphone aux radios péri-

phériques, ne passe pas à l'antenne. Ces dernières invoquent des pressions gouvernementales et craignent d'être privées d'antenne. L'« objectivité » de l'information a ses limites...

Parlementaires flics

Le vice-recteur Chalaïn, accompagné de M. Fernet, directeur de la police judiciaire et de quatre commissaires, reviennent parlementer à 15 h 50. Le comité d'occupation se réunit tandis que le directeur de la P.J. et les commissaires attendent. A 16 h 20, ces derniers sont reçus par le comité d'occupation. Le vice-recteur Chalaïn et le professeur Fraysse arrivent à 16 h 25. On entend chanter à l'extérieur « l'Internationale » ; des barricades sont montanément construites dans la cour.

A 16 h 45, la rue Victor-Cousin et la porte de la Sorbonne sont investies par de nombreux inspecteurs en civils. Les négociations traînent en longueur. A 17 h 25, la sono intérieure de la Sorbonne appelle un témoin des faits qui se sont déroulés la nuit précédente. A 17 h 30, le comité d'occupation réaffirme sa position. A 17 h 45, le directeur de la P.J. réaffirme que rien ne sera fait avant minuit.

L'assaut

Sans que rien ne le laisse prévoir, les inspecteurs en civil de l'intérieur tentent d'enfoncer la porte de la Sorbonne ; courtes bagarres entre les policiers en civil et les étudiants. Les flics pénètrent quelques instants dans le vestibule donnant sur la cour. Ils sont repoussés mais les portes restent ouvertes. Des policiers, casqués, entrent dans le vestibule sous les huées des étudiants massés derrière quelques tables.

Pendant quelques secondes, on peut croire que l'affaire en restera là. Mais derrière, puis autour des autorités policières, les flics avancent avec la ferme intention de « casser » du manifestant. Les choses vont très vite. A la demande du directeur de la P.J., les policiers forment un couloir par lequel certains étudiants commencent à évacuer la Sorbonne. Les inspecteurs fouillent les étudiants pour « vérifier si des armes sont en leur possession ».

La police refuse à l'un des responsables de la garderie d'enfants de donner les enfants restés dans la Sorbonne aux parents qui attendent derrière les cordons. Les responsables de la garderie seront obligés de faire passer les enfants à leurs parents par une fenêtre. Dans la cour, on intime l'ordre de se retirer aux derniers résistants ; les membres du comité d'occupation sont expulsés de force. Avec eux, le doyen Las Vergnas et le secrétaire général de la Sorbonne Bourjac qui recevra des coups. Peu après 18 heures, la Sorbonne sera rendue, comme le dit le ministère de l'Intérieur, à sa « véritable vocation ». La police gaulliste occupe l'Université.

COMLOT CONTRE LA SORBONNE

Pendant plusieurs jours..., la presse et la radio ont été des meilleurs alliés du pouvoir. Vendredi, samedi, dimanche, pour le gaullisme une page de DEL DUCA et un bulletin radio de PAOLI valaient cent grenades, R.T.L., un escadron de gardes mobiles.

Les meurtres de Flins et de Sochaux, la semaine dernière avaient été passés sous silence. La presse avait mieux à faire : elle parlait des « katangais » ; et puis, Guena, le ministre de l'Information l'avait dit lui-même : « ces morts n'étaient que des hasards tragiques ».

L'heure était aux élections. Les C.R.S. avaient quitté Sochaux ; des grèves qui continuaient ou n'en parlaient plus. La plupart étaient « terminées ». Chacun parlait de la reprise du travail. La presse n'allait pas émettre de sons discordants. Il n'y a plus qu'une ombre au tableau : les étudiants, la Sorbonne.

L'OPERATION « KATANGAIS »

Pour faire éclater l'excès le pouvoir lança une première opération ; l'opération « katangais » se solda par un échec relatif, les étudiants et les travailleurs qui occupent la Sorbonne avaient réagi à temps. Jeudi soir, en lisant PARIS-PRESSE ils avaient compris que l'affaire des « Katangais » montée de toute pièce par le pouvoir, serait le premier prétexte de son intervention : pour déjouer la provocation il fallait agir avant vendredi matin. Lorsque dans ACTION nous titrions : SORBONNE : CONTRE LES PROVOCATIONS, nous ne nous étions pas trompés. Vendredi, le matin commençait à peine que la police investissait l'ODEON, les derniers cordons venaient faire de l'intimidation, matraque tournante, jusqu'au coin de la rue de la Sorbonne ! Depuis 5 h 30 du matin les étudiants et les travailleurs avaient expulsés les « légionnaires » Katangais. Le pouvoir avait perdu un prétexte qui lui avait coûté plusieurs tonnes de papier journal, beaucoup de salive radiophonique, et, c'est sûr, quelques liasses dans les poches des « légionnaires ».

Dès vendredi, dans la presse et à la radio, la contre-attaque commençait : on ne parlait plus des Katangais. Un seul thème : les étudiants nettoient la Sorbonne, les C.R.S. l'ODEON. Le PARISIEN LIBERE qui n'est jamais le dernier dans l'abjection titrait : « LA SORBONNE DESINFECTEE, L'ODEON EVACUE PAR LA POLICE » ; et en sous-titre, « La sagesse est en route déclare M. Georges Pompidou ». L'AUREORE que ces quelques semaines n'ont même pas appris à distinguer une matraque d'un balai titrait : « LE GRAND COUP DE BALAI A LA SORBONNE... ET A L'ODEON » ; Les exemples ne manquent pas.

La radio, de son côté, bénéficiant d'une plus grande souplesse de réaction développait en long et en large les mêmes thèmes : les bons étudiants vident la pègre, la chienlit ; entendons cette fois non plus les « Katangais », mais tout ce qui n'est pas étudiant ; selon les radios la situation apparaissait ainsi : maintenant que les groupuscules sont interdits, que les agitateurs étrangers sont expulsés ou regroupés dans des camps, dans le Massif Central, les gentils étudiants libérés de la pègre et de la subversion vont pouvoir discuter de la réforme de l'enseignement. On sous-entendait aux ouvriers : « les grèves, c'est fini ; l'ordre est rétabli. Maintenant, vous les travailleurs, ce qui se passe à l'Université ne vous regarde plus et les étudiants ont raison de passer aux choses « sérieuses » et « concrètes »...

L'avertissement était clair ; l'objectif politique aussi : isoler un peu plus les étudiants des travailleurs, faciliter à l'Université le développement de cou-

rants réformistes. En même temps qu'il libérait Salan le gouvernement faisait des promesses gratuites de réforme universitaire et ORTOLI, ministre de l'Education nationale faisait des déclarations dont on ne peut pas nier, à la lumière de l'occupation de la Sorbonne par la police, qu'elles ont beaucoup de sel : « qu'il soit aujourd'hui simplement entendu que je suis prêt à m'engager dans des voies nouvelles avec l'esprit le plus large, le plus objectif, le plus ouvert à la concertation »...

Mais, alors que la presse se gavaient des déclarations de SALAN et de la tournée de BIDAULT, PIERRE CHARPY, dans PARIS-PRESSE de samedi soir pointait un doigt policier : « le gouvernement espère arriver (...) en débordant les îlots parisiens par les facultés « raisonnables », de province surtout. Mais c'est peut être encore une illusion qu'il se fait sur la Sorbonne » ; il expliquait : « Les choses étant ce qu'elles sont, le nouveau comité d'occupation passera tranquillement à la création d'une « université populaire d'été », le matin même, Raymond ARON avait su tirer la conclusion dans le FIGARO : « Reste à savoir si l'Etat bourgeois entretiendra une école révolutionnaire et quels emplois en dehors de celui de guérilleros, trouveront les étudiants formés à la contestation permanente. » La réponse ne se fera pas attendre.

DIMANCHE : DEUXIEME OPERATION

A R.T.L., le bulletin d'information de 13 h annonce : on s'est battu à la Sorbonne ; cette nuit un jeune homme y a été gravement blessé ; une enquête est ouverte, la police a pris la Sorbonne (1). Celui qui écoute son transistor et a lu PARIS-PRESSE et FRANCE-SOIR ces derniers jours, ne peut avoir aucun doute : la police intervient contre la « pègre ». A peu de choses près les autres stations diffusent le même refrain. Pourtant le ton changera légèrement au fil de l'après-midi. A 16 heures on annonce que le « meurtre » n'a pas eu lieu à la Sorbonne mais aux alentours du carrefour de l'Odéon. La police n'aurait pas investi la Sorbonne, qui serait simplement quadrillée. Le préfet de police Grimaud aurait « négocié » avec le comité d'occupation de la Sorbonne, qui accepterait qu'une commission judiciaire enquête à la Sorbonne. Le comité d'occupation a téléphoné une déclaration aux radios précisant l'ensemble de ces points. C'est tout juste si l'on y fera allusion.

Un peu plus tard on annonce que l'hôpital de l'Hôtel-Dieu n'a pas connaissance de la venue du blessé. La manœuvre a été déjouée ; le prétexte devient totalement inconsistent par rapport au dispositif de police mis en place, mais personne ne s'en étonne. Un peu plus tard, vers 17 h 30, Pompidou viendra mettre les points sur les i et le prétexte à sa juste place ; il déclare : « il fallait que cela se fasse ». Raymond Aron a été entendu. Un peu avant 18 heures on apprend par les bulletins radio que « malgré les accords passés entre le comité d'occupation et la police des bagarres ont été provoquées à l'intérieur et à l'extérieur de la Sorbonne par des éléments étrangers ».

La fausse information selon laquelle un accord serait intervenu entre la police et le comité d'occupation est répétée avec insistance. Des communiqués du comité d'occupation lui-même on n'entend pas parler. Dans son édition du soir, le « Journal du Dimanche » explique en un raccourci saisissant comment la police est entrée dans la Sorbonne : « 17 h 50 ; une bousculade se produit, la police pénètre dans la Sorbonne ».

Pour le « Journal du Dimanche » tout est limpide.

L'APPEL POUR CE SOIR A LA HALLE AUX VINS

Une fois de plus le gouvernement provoque. Hier la police a envahi la Sorbonne et expulsé par la force les travailleurs, les étudiants, les enseignants et le personnel administratif.

LE PRETEXTE OFFICIEL :

Un fait divers grossièrement monté, démenti deux heures après, mais « préparé » plusieurs jours durant par une campagne de presse diffamatoire. Le fait divers n'était vraiment qu'un prétexte, Pompidou l'a déclaré lui-même : pour le pouvoir « il fallait que cela se fasse ».

LES VERITABLES RAISONS :

Le gaullisme veut tenter de décapiter le mouvement en attaquant l'un de ses symboles : la Sorbonne.

Le gaullisme et la bourgeoisie n'ont renoncé à aucun de leurs buts. Ils veulent à tout prix perpétuer l'Université bourgeoise et ses privilèges. Ils veulent bien que les étudiants discutent de réformettes, mais ce qu'ils veulent surtout c'est que rien ne change à l'Université bourgeoise et au système gaulliste.

Le gaullisme veut empêcher la réalisation à la Sorbonne, des projets d'UNIVERSITE POPULAIRE ouverte, dès cet été, à tous les travailleurs. C'est parce que ces projets sont en voie d'organisation que le gouvernement a voulu frapper un grand coup et les tuer dans l'œuf.

Pour déjouer les manœuvres gouvernementales, Pour déjouer les campagnes de presse et d'intoxication,

Pour riposter à la répression policière,

Pour rendre la Sorbonne à tous les travailleurs,

Pour organiser cet été à la Sorbonne la première Université populaire,

TOUS AUJOURD'HUI A LA
FACULTE DES SCIENCES
(Halle aux Vins).

Dès 16 heures, discussions dans les amphithéâtres.
A 18 heures, RASSEMBLEMENT.

SNESup

Comités d'Action

C.A.L.

Comité d'occupation de la Sorbonne.

AVEC NOUS

Tous les enseignants de la Sorbonne, réunis d'urgence hier soir, s'élèvent dans un communiqué « contre l'occupation par la force des locaux de la faculté sous un prétexte fallacieux et contre l'expulsion par la violence et le matraquage d'étudiants et d'enseignants parmi lesquels le premier assesseur faisant fonction de doyen, et deux directeurs d'instituts. Ils alertent l'opinion devant la gravité de cette nouvelle violation de franchise universitaire et déclarent qu'ils n'accepteront en aucun cas de rentrer dans la Sorbonne sous le contrôle d'une quelconque force policière ».

ACTION CONTINUE

En raison des circonstances le présent numéro d'ACTION n'a que deux pages. Dès demain, ACTION, reprendra sa parution quotidienne dans sa pagination habituelle.

Contrairement à certaines informations diffusées par la radio, Action n'est pas interdit à la vente publique. Nous rappelons à nos diffuseurs que la vente par colportage occasionnel est autorisée et ne nécessite pas de carte délivrée par la préfecture de police. Toute manœuvre d'intimidation, comme celles dont ont été victimes plusieurs de nos diffuseurs hier est illégale.

ATTENTION ! PERMANENCE DIFFUSION ACTION

transférée
à la Halle aux Vins.

Le directeur de la publication :
Jean-Pierre VIGIER

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Grandes Imprimeries « Paris Centre »



142, rue Montmartre
Paris (2^e)



Vive l'Université Populaire d'été !